

Comment l'égalité de genre est-elle incluse dans la planification sectorielle de l'éducation ?

Une analyse du pouvoir, de la voix et du changement social au Burkina Faso

Rapport Pays du Burkina Faso

Annexe C.4 Rapport Pays du Burkina Faso

Mott MacDonald Limited trading as Cambridge Education. Registered in England and Wales no. 1243967. Registered office: Mott MacDonald House, 8-10 Sydenham Road, Croydon CR0 2EE, United Kingdom

Cambridge Education
22 Station Road
Cambridge CB1 2JD
United Kingdom
T +44 (0)1223 463500
camb-ed.com

United Nations Girls' Education Initiative
3 United Nations Plaza,
New York, NY 10017
USA
Ungei.org

Information class: Standard

This document is issued for the party which commissioned it and for specific purposes connected with the above-captioned project only. It should not be relied upon by any other party or used for any other purpose.

We accept no responsibility for the consequences of this document being relied upon by any other party, or being used for any other purpose, or containing any error or omission which is due to an error or omission in data supplied to us by other parties.

This document contains confidential information and proprietary intellectual property. It should not be shown to other parties without consent from us and from the party which commissioned it.

Table des matières

Liste des acronymes.....	4
Contexte et vue d'ensemble du processus de planification.....	5
Résultats thématiques.....	6
Économie politique.....	6
Volonté politique.....	6
Responsabilisation.....	7
Relations.....	9
Pouvoir et prise de décision.....	9
Réseaux et coalitions.....	9
Voix.....	10
Expertise de genre.....	10
Voix des jeunes et des communautés.....	11
Société.....	11
Normes sociales.....	11
Résistance.....	12
Analyse SWOT.....	12
3.1 Forces.....	12
3.2 Faiblesses.....	13
3.3 Opportunités.....	13
3.4 Menaces.....	13
Analyse des parties prenantes.....	14
Matrice des parties prenantes.....	14
Liste des documents examinés.....	15

Liste des acronymes

CAST	Compte d'affection spécial du trésor
DPEIEFG	Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et du genre
FAWE	Forum des éducatrices africaines
IIFE	Institut international de planification de l'éducation
IpBF	L'Initiative Pananetugri Burkina Faso
GLE	Groupe local d'éducation
MENAPLN	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la PLN
OSC	Organisation de la société civile
PSDEBS	Plan stratégique de développement de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire
PUE	Plan d'urgence de l'éducation
PTF	Partenaire technique et financier
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Contexte et vue d'ensemble du processus de planification

Malgré les progrès considérables accomplis au cours des deux décennies écoulées pour satisfaire les engagements mondiaux en vue d'atteindre la parité entre les genres, de nombreux défis subsistent. Les filles d'Afrique subsaharienne restent les plus éloignées de l'égalité en matière d'accès et de réussite scolaire, les facteurs comme la pauvreté et le lieu de résidence aggravant les normes discriminatoires de genre pour exclure les filles de l'éducation (UNESCO, 2022b). Par le biais de l'[Initiative « Priorité à l'égalité » \(Gender at the Centre Initiative \(GCI\)\)](#), un programme qui encourage les ministères de l'Éducation à inscrire l'égalité de genre au cœur de systèmes éducatifs, une étude a été commanditée pour examiner comment l'égalité de genre est intégrée dans la planification du secteur éducatif de 8 pays d'Afrique subsaharienne (Tchad, Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Niger et Sierra Leone). Le rapport de synthèse identifie les exemples de bonnes pratiques, les opportunités et les menaces pour promouvoir des systèmes éducatifs transformateurs en matière de genre (sexotransformateurs). Le présent rapport pays présente les conclusions de l'analyse du Burkina Faso.

L'analyse porte sur le processus de planification du plan sectoriel d'éducation le plus récent du Burkina Faso : la préparation du Plan de Développement Stratégique de l'Éducation de base et de l'enseignement Secondaire (PSDEBS 2021-2025). Il s'inscrit dans le prolongement du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de base (PDDEB) qui couvrait la période 2012-2021 et qui fait partie du Plan Sectoriel de l'Éducation et la Formation (PSEF) 2017-2030.

Le processus a été mené entre octobre 2019 et décembre 2021 et il a impliqué — à différents degrés — toutes les parties prenantes du développement de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire. Il a comporté 4 phases :

- La phase préparatoire : consultation institutionnelle et mise en œuvre du processus.
- La phase de diagnostic : atelier de diagnostic, puis présentation au comité de gestion, au groupe de gestion thématique, et au cadre partenarial.
- La phase de formulation : atelier de conception, rédaction de la note conceptuelle, atelier d'écriture, présentation au comité de gestion, au groupe de gestion thématique, et au cadre partenarial, en tenant compte des observations, puis présentation du nouveau plan aux divers acteurs à l'échelon régional, en tenant compte des observations.
- La phase de validation et d'adoption : présentation du projet de document au CNPD, commentaires, atelier de validation, examen des amendements, validation par ordre ministériel.

La population du Burkina Faso compte 20,3 millions d'habitants (2019), dont 50,1 % de femmes et de filles. Entre 2000 et 2019, la valeur de l'Indice de Développement Humain (IDH) du Burkina Faso est passée de 0,293 à 0,452, soit une hausse de 54,3 pour cent. La valeur de son IDH en 2019 était de 0,452, à la 182^{ème} place sur 189 pays

et territoires. La valeur de son Indice d'Inégalité de Genre (IIG) était de 0,594, à la 147^{ème} place sur les 162 pays de l'indice 2019. En comparaison, le Tchad et le Mali se situent respectivement à la 160^{ème} et à la 158^{ème} places.¹ Cette amélioration est cependant remise en question par le contexte sécuritaire : la violence dans le nord du pays a entraîné une forte augmentation du nombre de personnes déplacées et ajoute des obstacles supplémentaires à l'accès des filles à l'éducation.

La présente analyse repose sur 10 entretiens avec les parties prenantes : 4 représentant(e)s du ministère, 2 OSC/ONG, 1 représentant(e) des jeunes, 3 partenaires techniques – 4 femmes et 6 hommes. Les entretiens ont été complétés par la revue de la littérature, en particulier en relation avec l'organisation du processus du PSDEBS, car il s'agit d'un processus bien organisé et géré par les équipes de la planification du ministère.

Résultats thématiques

Économie politique

Volonté politique

Les entretiens réalisés montrent qu'il existe une forte volonté politique de promouvoir l'égalité de genre dans le système éducatif.

Au niveau politique et stratégique, il existe des signaux forts en faveur de la promotion de l'égalité de genre. Cependant, en dépit de cet environnement positif, ils ne se traduisent pas dans la planification opérationnelle et budgétaire qui permet l'action transformatrice. Certaines personnes interrogées ont attribué cela à un manque d'expertise technique en matière de planification sensible au genre, ou à une réelle absence d'intérêt pour les questions liées au genre au-delà de la rhétorique. Il convient également de noter que l'évolution de la situation politique et sécuritaire ces dernières années relègue souvent la question du genre en bas de l'échelle des priorités.

« Nous devenons les victimes de nos réalisations. Il y a dix ou quinze ans, nous parlions de l'accès, de la rétention, etc. Aujourd'hui, la question de l'accès est en passe d'être gagnée à tous les niveaux d'éducation, mais celles de la rétention et de la réussite demeurent. Et c'est comme si certains décideurs étaient satisfaits des indicateurs d'accès. Les interventions doivent être maintenues parce que les taux d'achèvement et de réussite restent très disparates. – Représentant(e) du ministère de l'Éducation

¹ Rapport de développement humain 2020, PNUD, Burkina Faso

Le diagnostic participatif de genre mené au premier semestre 2022 au Burkina Faso indique par ailleurs que les politiques et les stratégies sectorielles d'éducation sont de plus en plus floues et incompatibles avec la dimension genre. Elle est souvent dissoute dans la notion d'inclusion, et on confond généralement le genre avec les femmes.

« Il y a une certaine hypocrisie à l'échelon central concernant l'intégration du genre : nous disons que nous le prenons en compte, mais lorsqu'il s'agit de le budgétiser, si le budget est trop important, c'est dans les activités liées au genre que l'on fera des coupes » - Représentant(e) des partenaires techniques

Les personnes interrogées ne mentionnent pas l'absence de ressources comme une contrainte majeure. Bien au contraire, elles ont indiqué que des fonds sont disponibles pour mener les actions souhaitées, notamment grâce à des outils comme le Compte d'affectation spécial du Trésor fourni par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Responsabilisation :

Les répondants ont mentionné plusieurs mécanismes de responsabilisation pour le suivi des mesures entreprises en vue de promouvoir l'égalité de genre.

Premièrement, l'existence du Conseil national pour la promotion du genre, présidée par le Premier ministre. Cette instance regroupe tous les départements ministériels et les institutions publiques (ministre et membres de cellule genre ministériel). Elle tient une assemblée générale annuelle, dans laquelle les membres présentent le degré d'avancement des actions en faveur de la promotion de l'égalité de genre. Comme le pays est engagé dans le processus de budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant, chaque département ministériel doit soumettre un rapport annuel sur la mise en œuvre de la prise en compte du genre. Des indicateurs avec des cibles ont été définis à cet effet. Le pays a également d'un ministère chargé du genre qui a élaboré une Stratégie nationale du genre pour 2020-2024 et a un Secrétariat permanent dédié au suivi de sa mise en œuvre, mais cette instance semble avoir des difficultés à remplir sa mission au niveau sectoriel : son implication et son expertise sont peu sollicitées par les ministères sectoriels².

²Par exemple, on nous a dit qu'aucun représentant de la structure n'a été invité au processus de planification, ni au Forum de l'éducation en 2021.

L'autre mécanisme cité par les acteurs est lié à l'intervention des partenaires techniques et financiers par le truchement du Fonds pour l'égalité des sexes³ ou du Fonds fiduciaire pour l'éducation. Ces mécanismes de financement constituent des leviers importants pour la promotion du genre, en réservant un pourcentage du financement à cette fin et en imposant des indicateurs de suivi et d'évaluation pour leur mise en œuvre.

Au niveau du ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la PLN (MENAPLN), la question de la responsabilisation des parties prenantes est limitée par l'absence de missions et d'attributions explicitement liées au genre dans les fiches de mission des agents, aux échelons centralisé et décentralisé. Les personnes interrogées n'ont pas mentionné leurs obligations individuelles en rapport avec le poste qu'elles occupent. De plus, elles ont signalé l'existence de points focaux de genre au sein de chaque service/direction, mais elles n'ont pas précisé leurs rôles et leurs missions. La Direction de la Promotion de l'Éducation Inclusive, de l'Éducation des Filles et du Genre (DPEIEFG) figure régulièrement sur la liste des instances chargées de l'intégration du genre dans les actions du MENAPLN. Elle a pour mandat d'accroître l'accès, la rétention et la réussite des filles dans les écoles.

À l'échelon local, les personnes interrogées ont mentionné l'implication des parents à travers le principe de responsabilisation organisé autour des communes et des provinces, en particulier dans le contexte du dialogue sectoriel qui a lieu périodiquement et où toutes ces questions sont abordées.

Enfin, en matière d'indicateurs, les répondants ont cité les efforts menés pour mettre en évidence les données sur l'égalité dans les rapports annuels qui suivent les actions du cadre de référence.

« Au sein du ministère, nous travaillons de sorte que toutes nos données soient ventilées pour intégrer toutes les questions liées à l'éducation des filles dans les mécanismes de collecte de données du ministère et de la DGS » - Représentant(e) du ministère de l'Éducation

Toutefois, ces efforts ne sont pas suffisants pour fournir au plan un véritable système de suivi et d'évaluation de ces aspects, en particulier parce que toutes les données de base n'ont pas encore été recueillies.

³Le Fonds commun pour le genre (*Common Gender Fund*) a été créé en 2005 par un groupe de PTF dans le but d'appuyer les efforts du gouvernement du Burkina Faso en vue de renforcer l'intégration du genre par une meilleure coordination du financement des activités de genre, la synergie des actions des PTF et une transparence accrue en matière de gestion des ressources affectées.

Relations

Pouvoir et prise de décision

« Nous n'avons pas d'autre choix que de les écouter, mais les priorités signifient que tout ne peut pas être pris en compte. Mais nous pouvons trouver des compromis pour nous assurer qu'ils sont d'accord. » - Représentant(e) du ministère de l'Éducation

Les discussions avec les parties prenantes extérieures au ministère indiquent que le processus de planification a été consultatif. La plupart des répondants ont souligné qu'ils avaient été consultés à divers stades du processus. Cependant, les limites de la consultation ont posé certains problèmes : par exemple, le fait d'être appelé à donner son avis sur un document sans avoir participé à sa rédaction a rendu difficile de savoir quel espace il restait pour apporter des modifications. La majorité des parties prenantes a regretté de ne pas avoir été plus étroitement impliquée et faire des propositions plus concrètes reflétant la réalité du terrain. D'autre part, le manque de connaissance en matière de planification a rendu impossible de saisir les contraintes et les enjeux au niveau sectoriel.

Réseaux et coalitions

La planification est un exercice que le MENAPLN maîtrise bien. Il est composé de planificateurs formés et expérimentés. Les répondants interrogés ont indiqué que la DPEIEFG était systématiquement associée aux divers comités de gestion et de rédaction et bien représentée. Il a aussi été rapporté que c'était un processus bien établi et participatif.

Les stades de diagnostic et de rédaction de la note conceptuelle semblent être un moment crucial pour une prise en compte adéquate du genre dans le processus de planification. Étant donné l'effectif restreint de la DPEIEFG, les contributions à ce stade restent plutôt limitées, spécialement aux stades de la planification opérationnelle et de la budgétisation.

« Les PTF ont une forte influence dans le domaine du genre parce qu'ils fixent les conditions : les OSC et les organisations politiques n'ont pas d'autre choix que d'être d'accord avec les partenaires qui les accompagnent. De plus, c'est souvent leur présence au sein des cadres consultatifs qui permettent aux OSC de s'exprimer. »

Le rôle des Groupes Locaux d'Éducation (GLE) est joué par le Cadre partenarial pour l'éducation, qui a été établi en 2007 et dont les membres comprennent des représentants du gouvernement, des organisations de la société civile, des associations d'enseignants ainsi que des partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement. Bien que les acteurs interrogés n'aient pas spécifiquement mentionné son rôle dans le processus, les représentant(e)s des GLE ont été impliqué(e)s à toutes les étapes, comme l'exigent les textes officiels.

Au niveau des partenaires techniques et financiers, les contributeurs du Compte d'Affectation Spéciale du Trésor (CAST) sont connus pour être les plus actifs et avoir le plus d'influence. Le cadre partenarial est perçu comme un acteur influent, et il permet la prise en compte de la dimension genre dans les différents documents et actions. Sollicités aux divers stades de l'élaboration du document, ils ont apporté des contributions actives. Le Canada, par exemple, a mobilisé une expertise spécifique de genre, qui a contribué à l'inclusion des aspects de l'égalité de genre dans le document.

Globalement, les répondants ont estimé que les progrès étaient réels, mais qu'ils étaient insuffisants et que les questions de sécurité générales avaient aggravé le problème. Plusieurs exemples de progrès réalisés grâce au plaidoyer des OSC et à leur connaissance des réalités du terrain ont été cités, comme la question des règles à l'école. Dans le passé, grâce aux OSC nationales, il a été demandé d'apporter un soutien par la fourniture de kits d'hygiène, ce qui figure maintenant dans la stratégie.

Voix

Expertise de genre

L'intégration des questions de genre dans les politiques et les stratégies du MENAPLN repose sur la DPEIEFG, dont la mission consiste à soutenir l'ensemble des directions et des services dans ce domaine. Durant le processus d'élaboration du PSDEBS, hormis l'expertise mobilisée par cette direction et l'appui fourni par les partenaires techniques et financiers (notamment le Canada) aux différents stades, les personnes interrogées n'ont mentionné aucune autre expertise de genre. Malgré la présence de ressources humaines compétentes sur le sujet dans d'autres secteurs (notamment celles qui ont élaboré la Politique nationale Genre et la Stratégie nationale Genre), elles n'ont pas été mobilisées pour cet exercice. En dépit de sa volonté et de ses efforts, la seule implication de la DPEIEFG semble insuffisante pour assurer une bonne intégration des questions de genre : premièrement, parce qu'elle n'a pas la légitimité institutionnelle pour le faire, mais aussi parce que ses ressources humaines et financières sont limitées en nombre et en capacités. Bien que l'analyse diagnostique soit bien maîtrisée, les aspects de la planification et de la budgétisation, qui assurent que les actions planifiées sont opérationnelles, requièrent des compétences spécifiques.

« Le ministère aurait dû être capable d'impliquer des spécialistes de la dimension genre aux côtés de la DPEIEFG lors de l'élaboration de ces documents de politique ; cela fait aussi partie du renforcement des capacités » - Représentant(e)s des partenaires techniques

Certains représentant(e)s ayant une expertise de genre au sein des OSC ont regretté de ne pas avoir été plus étroitement impliqué(e)s dans le processus. Les OSC choisies pour participer aux différents stades du processus n'étaient pas non plus spécialistes de la dimension genre. En conséquence, ils/elles ont pensé que certaines questions n'ont pas été suffisamment prises en compte (par exemple, les besoins spécifiques des filles — le soutien psychosocial, l'accès à l'information sur la santé sexuelle et procréative, la violence fondée sur le genre, etc. — n'ont pas été pris en compte et sont restés généraux). Ces parties prenantes procèdent à une analyse des forces et des faiblesses du plan en matière d'intégration du genre.

Voix des jeunes et des communautés

« Les activités de consultation ne sont pas suffisantes, la méthodologie employée ne permet pas une prise en compte adéquate des questions. « Tout ne figure pas dans le document »
- Représentant(e) des OSC

Les parties prenantes interrogées pour cette analyse pensent que les moyens par lesquels elles ont été consultées sont suffisants, mais qu'on pourrait faire plus. À leur avis, les stratégies sectorielles pourraient être plus efficaces et plus opérationnelles en changeant leur processus d'élaboration, afin de mieux intégrer les réalités du terrain. Ce serait possible en cartographiant les parties prenantes impliquées dans les questions liées au genre et en leur permettant de se réunir sans aucune influence pour faire des propositions (au lieu de la tendance inverse).

Société

Normes sociales

Plusieurs parties prenantes interrogées étaient d'avis que l'implication des chefs religieux et traditionnels devrait commencer dès les premières étapes du processus. L'influence que leur accorde leur statut social et politique est soit un

levier important pour la promotion de l'égalité de genre ou un obstacle majeur. Il faut toutefois souligner que cela exige des efforts et de l'organisation, et doit être progressif pendant une longue période. Il a été rapporté que depuis les années 2000, beaucoup de progrès ont été réalisés en matière de changement des normes sociales et culturelles. Les choses doivent être faites progressivement, et les programmes de mobilisation sociale jouent un rôle important. Cependant, certaines parties prenantes craignaient que la crise sécuritaire ne change les comportements des parents et des communautés, revenant aux normes de genre adoptées précédemment. Le PSDEBS identifie aussi certaines de ces questions et des actions de sensibilisation, de plaidoyer et de mobilisation sociale sont planifiées en conséquence. De plus, le plan d'urgence pour l'éducation⁴ prévoit de plus grands efforts dans ce domaine.

Résistance

Les parties prenantes interrogées n'ont mentionné aucune résistance socio-culturelle durant le processus, comme cela a pu se produire dans le passé. Il a été rapporté que toutes les contraintes socio-culturelles qui empêchaient les filles d'être scolarisées ont été dissipées. Cependant, la pauvreté reste citée comme la principale source de résistance à l'égalité de genre dans le système éducatif.

Analyse SWOT

3.1 Forces

Il existe une volonté politique de promouvoir l'égalité de genre dans le système éducatif, comme le démontre la création du ministère du Genre, l'élaboration de la Stratégie nationale Genre, et l'engagement aux échelons supérieurs du gouvernement.

Des outils importants comme la budgétisation du genre sont progressivement intégrés dans le fonctionnement du gouvernement.

Il existe une coopération active avec les partenaires techniques pour améliorer la promotion des politiques et des stratégies gouvernementales.

Il existe un engagement fort de la société civile pour promouvoir l'égalité de genre et présenter l'expertise de genre, qui pourrait être mieux utilisé durant le processus de planification.

⁴Plan d'Urgence pour l'Éducation du Burkina Faso (PUE/BF) 2020-2021, qui vise à « améliorer l'apprentissage et la résilience des enfants/jeunes en âge de fréquenter l'école (3-17 ans) touchés par la crise sécuritaire et sanitaire au Burkina Faso par un accès équitable à une éducation de qualité dans des espaces d'apprentissage sûrs, inclusifs et protecteurs ». Pour compléter le PDSEBS, une Stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence a été élaborée pour traiter de tout ce que la stratégie sous-sectorielle n'aborde pas (ex. : pour les élèves déplacés à l'intérieur de leur propre pays : les filles reçoivent spécifiquement un kit (cahiers, crayons, etc.) pour leur permettre de s'installer ; pour éviter la violence fondée sur le genre, les activités visent à permettre aux filles de se regrouper pour prendre une maison, leur permettant de rester dans les régions d'accueil).

3.2 Faiblesses

Les parties prenantes considèrent que les progrès accomplis en matière d'accès à la scolarisation sont suffisants et ne sont pas nécessairement disposées à aller plus loin, à examiner l'égalité ou d'autres résultats, surtout dans le contexte actuel de crise.

Les parties prenantes impliquées dans le processus de planification ont une compréhension limitée de ce que signifie la notion de genre; tendance générale à le confondre avec tout ce qui a trait aux femmes et aux filles.

Il manque des ressources humaines en matière de planification et budgétisation sensibles au genre pour intégrer les questions de genre dans leurs activités courantes à tous les stades du processus (à commencer par l'analyse sectorielle).

Le processus de planification n'inclut pas les voix des autorités locales/décentralisées et des communautés qui apporteraient plus d'informations sur les défis réels des inégalités entre les genres sur le terrain.

3.3 Opportunités

Il existe des possibilités de financement disponibles par le biais des PTF grâce à des outils comme le Fonds commun, et un Groupe local d'éducation (GLE) qui pourrait aider à faire en sorte que les activités de genre restent parmi les priorités des décisions budgétaires.

Avec l'expertise de genre des PTF disponible localement, elle peut être impliquée plus étroitement aux côtés de la DPEIEFG dans les processus d'élaboration de la politique et de la stratégie pour fournir un renforcement des capacités sous la forme de formation/action tout au long du processus.

Avec l'adoption du genre, il est nécessaire de vulgariser le concept et les questions liées au genre auprès des techniciens et des décideurs du ministère (DG, SG, etc.) afin de s'assurer qu'ils ont une bonne compréhension des questions et de favoriser leur appui aux efforts entrepris.

Il est nécessaire de promouvoir la coopération intersectorielle au sein du gouvernement afin que le système éducatif profite davantage des avancées réalisées dans d'autres secteurs (ex. Stratégie Genre du ministère de la Famille).

Avec une culture active des OSC, un mécanisme de renforcement des capacités peut être mis en place à l'intention des parties prenantes à l'échelon local pour une planification et une budgétisation sensibles au genre (enseignants, parents, mères, etc.).

3.4 Menaces

Le contexte sécuritaire peut avoir un impact négatif tant en matière de mobilisation de financement (le genre peut avoir été dé-priorisé aux dépens d'autres questions plus « importantes », qu'en matière de comportement social. L'appauvrissement déclenché par la crise sécuritaire peut avoir un fort impact sur les choix des familles qui dé-priorisent l'éducation des filles.

Analyse des parties prenantes

On a demandé aux personnes interrogées de déterminer où se situaient les différents acteurs sur l'échelle suivante. Bien que les avis aient divergé, la matrice ci-dessous donne une indication des groupes susceptibles d'être ciblés par différentes stratégies d'engagement

Matrice des parties prenantes.

Lors des Entretiens des Informateurs Clés (EIC), les chercheurs ont inclus un exercice de cartographie des parties prenantes. Il a été demandé aux EIC de déterminer les acteurs selon deux axes : le niveau de pouvoir et d'influence ; et l'engagement positif en faveur d'un changement positif sur l'égalité de genre dans l'éducation

Cet exercice a abouti à une cartographie des acteurs en quatre groupes :

Observateurs influents : pouvoir élevé, engagement faible envers l'égalité de genre.

Acteurs clés : influence élevée et engagement élevé.

Acteurs actifs : engagement élevé, influence faible.

Observateurs : influence faible, engagement faible.

Les résultats sont précieux à l'échelon national et pour étudier les méthodes d'influence pour engager différents acteurs ou les cibler dans les campagnes de plaidoyer.

<p>Élevé</p> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Influence / pouvoir</p> <p style="font-size: 2em;">↑</p>	<p>Observateurs influents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorités ministérielles de haut niveau (SG, ministère) ; • Autres organisations de la société civile ; • Autorités religieuses ou coutumières. 	<p>Acteurs clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DPEIEFG ; • Membres du comité d'écriture du PDSEBS ; • Secrétaire technique permanent du PDSEBS ; • PTF, spécialement le Canada, mais contributeurs au CAST en général ; • Direction générale de la statistique (les données ventilées sont essentielles pour chaque processus de planification).
		<p>Acteurs clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations de la société civile membres de la coalition nationale comme le CEPT/BF ou le CONAMEB ; • Ministère du Genre ; • Conseil national pour la promotion du genre.

Engagement pour un changement systémique transformateur de genre



Liste des documents passés en revue

1. Plan stratégique de développement de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire (PSDEBS) 2021-2025 et son plan opérationnel triennal ;
2. Note méthodologique relative à l'organisation du processus d'élaboration du PSDEBS ;
3. Arrêtés de mise en place des instances d'élaboration du PSDEBS ;
4. Diagnostic participatif genre du ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales du Burkina Faso, MENAPLN/IIPE, février 2022.